

CANDIDATURE À LA LABELLISATION D'UN PROGRAMME D' ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS (PAPI) 2026-2031 SUR LE BASSIN VERSANT DU GAVE DE PAU

La commission inondation de bassin Adour-Garonne délibérant valablement,

Vu le cahier des charges PAPI 3 2023,

Vu le dossier de demande de labellisation déposé le 15 avril 2025 par le Syndicat Mixte du bassin du gave de Pau (SMBGP) auprès du Préfet des Pyrénées-Atlantiques,

Vu le rapport d'instruction de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine,

Décide :

Article unique :

de donner un avis FAVORABLE au dossier de programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) 2026-2031 sur le bassin versant du gave de Pau, assorti de cinq réserves, de trois demandes de compléments, de neuf recommandations et divers rappels :

Souligne :

- l'importance de la prise en compte de l'enjeu amont-aval et urbain-rural dans la mise en œuvre du PAPI ;
- l'importance de l'association de toutes les parties prenantes ;
- l'importance de veiller à la cohérence du PAPI avec les autres démarches de gestion (PPG, SAGE, gestion des eaux pluviales, ...) et de maintenir les interactions nécessaires avec les acteurs des territoires concernés.

Formule des réserves :

Concernant l'axe 7 – gestion des ouvrages de protection hydraulique

- **réserve 1** : pour l'action 7.6 (schéma de protection d'Idron), le porteur devra fournir avant toute demande de subvention relative aux travaux une analyse coûts bénéfices (ACB) conforme à la méthodologie nationale, dont le résultat conditionnera la mobilisation du FPRNM ;
- **réserve 2** : pour l'action 7.8 (création d'un système d'endiguement à Gelos) le financement de l'action par le fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) est conditionné à la fourniture d'éléments démontrant une menace grave pour la vie humaine avant toute demande de subvention ;

Concernant les axes 6 et 7 – gestion des ouvrages de protection hydraulique et gestion des écoulements

- **réserve 3** : pour le groupe d'actions 6.1, 7.1 et 7.2 (protection sur le BV de la Baïse), le porteur devra fournir avant toute demande de subvention les éléments justifiant les résultats de l'analyse multi-critères (AMC), considérant particulièrement la concentration des bénéfices autour d'une seule activité économique et la potentielle incidence financière des transferts d'inondabilité sur des espaces agricoles. Le résultat de l'AMC conditionnera la mobilisation du FPRNM ;

Concernant l'Axe 6 – gestion des écoulements

- **réserve 4** : dans l'action 6.9 les études préalables doivent être dissociées de la partie travaux. Ces derniers devront être précisés dans un futur avenant ;
- **réserve 5** : pour les actions 6.4 et 6.5 de requalifications urbaines, il devra être fourni avant toute demande de subvention la description et le chiffrage des différentes sous-actions qui la composent. L'éligibilité au FPRNM de chacune d'entre elle sera examinée sur cette base.

Demande :

- **demande 1** : avant toute demande de subvention, de mettre à jour les engagements de maîtres d'ouvrages et co-financeurs (lettres d'engagements, délibérations...) au regard des évolutions intervenues depuis le dépôt du dossier en avril. Il est également nécessaire d'informer les parties prenantes de ces mises à jour notamment par un message à leur attention et une mise à disposition sur le site internet du SMBGP d'une version consolidée. Une version papier de cette version consolidée sera adressée aux services de l'État (DREAL et DDTm) ;
- **demande 2** : de mettre à jour le tableau de financement du PAPI (se reporter au contenu de la case commentaire du tableau financier commentée par la DREAL, joint au rapport d'instruction) ;

- **demande 3** : de fournir une analyse des enjeux exposés en termes de constructions et de vies humaines pour l'action 6.8 (réduction du risque de capture du Gave de Pau dans les gravières de Mirepeix).

Recommande :

- **recommandation 1** : veiller à la poursuite de la définition des conditions d'indemnisation des zones agricoles potentiellement concernées par des sur-inondations.
- **recommandation 2** : veiller à la bonne définition des indicateurs de suivi des actions pour assurer le pilotage du programme.
- **recommandation 3** : veiller à ce que la production des cartographies correspondantes à la crue millénale soit faite dans un délai suffisamment réduit pour permettre une mise à jour prochaine de la SLGRi, par exemple dans un délai compatible avec le bilan à mi-parcours du PAPI ;
- **recommandation 4** : veiller, pour les actions de l'axe 1, à valoriser les multiples exemples de documents, guides, publications ou formations existantes en matière de DICRIM pour mener son appui auprès des collectivités. Concernant le financement des prestations de sensibilisation du public, il est recommandé de se rapprocher de la DDTm des Pyrénées Atlantiques afin de vérifier l'éligibilité de l'ensemble des prestations au FPRNM, qui doivent être réalisées sur le territoire du PAPI ;
- **recommandation 5** : associer les Services de prévision des crues (SPC), mission de référent région inondation de la DREAL Nouvelle-Aquitaine et Référent départemental inondation de la DDTM des Pyrénées Atlantiques, aux actions de pose de repère de crue et de collecte de données post crue. Il est par ailleurs rappelé que le porteur doit renseigner la base de données nationale des laisses et repères de crues avec les éléments de connaissance constitués durant le programme d'études préalables (PEP) et le PAPI ;
- **recommandation 6** : renforcer l'opérationnalité de l'action 1.1, qui inscrit l'inondation par ruissellement comme une action de sensibilisation des acteurs agricoles en la faisant figurer dans un plan particulier de gestion des cours d'eau ou un prochain PAPI afin de concrétiser ces principes ;
- **recommandation 7** : concernant l'installation de capteur sur le Laa, estimer au préalable l'opportunité et la définition des besoins en associant le SPC Garonne Adour Dordogne (GAD). La bancarisation des données et leur accès pour les services de l'État est à prévoir ;
- **recommandation 8** : veiller, pour les actions de l'axe 4, à l'association des DDTM des Pyrénées Atlantique et des Hautes Pyrénées pour la cohérence des discours portés auprès des collectivités. Pour l'action 4.4 relative à l'alimentation des atlas de Zones inondables aux échelles communales, il est recommandé que le lien soit fait avec l'action 6.9, qui prévoit de consacrer un budget important sur le sujet de l'identification et la hiérarchisation des Zones d'Expansion de Crues. La valorisation des cartes d'aléa millénales à venir est également recommandée ;
- **recommandation 9** : veiller à démontrer dans les études d'impact à venir l'absence d'incidences de ces ouvrages sur l'aval (secteur de Bizanos à l'aval d'Idron, et gravières à l'aval de Nay) pour les actions 7.6 et 7.7 relatives respectivement au schéma de protection d'Idron et à la création d'un Système d'Endiguement commune de Nay.

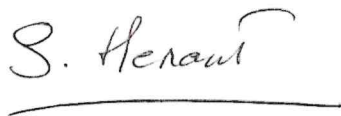
Rappelle que :

- pour bénéficier du FPRNM, les travaux doivent concerner des ouvrages autorisés au titre des rubriques adéquates du code de l'environnement (Systèmes d'endiguements, Aménagements hydraulique) ;
- pour les ouvrages construits ex-nihilo, des niveaux de sûreté minimum s'imposent conformément à la réglementation en vigueur relative aux Aménagements Hydrauliques (AH) et aux Systèmes d'Endiguement (SE), en veillant en prendre en compte le caractère indissociable des divers aménagements pour aboutir au niveau de protection convenu. Les études doivent être produites par un bureau d'étude agréé ;
- lorsque des espaces agricoles sont concernés par des aménagements, notamment s'il y a transferts d'inondabilité, la réglementation et le cahier des charges PAPI 3 imposent la réalisation d'une étude agricole caractérisant les impacts : la production des études agricoles citées dans les fiches actions devra prendre en compte le guide méthodologique nationale en matière de prise en compte des enjeux agricoles comme référence ;
- les repères et laisses de crues doivent être renseignés dans la base nationale par le porteur ; ;
- axe 5 : les éléments justificatifs fournis à l'appui des demandes de diagnostics doivent permettre une connaissance fine de l'aléa auquel est soumis le bien considéré, afin que le service en charge de la liquidation des subventions puisse s'assurer de la cohérence avec la stratégie d'action du SMBGP en matière d'inondation ;
- pour les actions 5.2 et 5.5, l'intitulé des actions doit viser les « bâtiments publics » et non les « bâtiments recevant du public » (sous-tendant plutôt la notion d'ERP). Pour rappel, les conditions de la mesure études et actions de prévention des collectivités territoriales (EAPCT) du guide FPRNM s'appliquent (plans de prévention des risques - PPR).

La CIB souhaite revoir le porteur de projet à mi-parcours (avant fin 2027) sur l'avancement de la mise en œuvre des demandes et recommandations.

Fait et délibéré à Toulouse, le 4 décembre 2025

**La Coprésidente de la commission
inondation
Membre du comité de bassin**



Sabine MENAUT

**Le coprésident de la commission inondation,
Préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne**



Pierre-André DURAND